

Salbris, le 12 Mai 1999

COMITE DIRECTEUR

Date : 18 MAI 1999

Lieu : Secrétariat Ligue - Salbris

Heure : 19h00

Vous êtes prié d'assister au prochain Comité Directeur dont je vous propose l'ordre du jour suivant :

1 - Adoption du Procès-verbal de réunion du 5 Mars 1999

2 - Secrétariat

- .. Point sur les effectifs
- .. Compte rendu d'activité pour AG

3 - Finances

- Situation financière
- Budget 99/2000

4 - Assemblée Générale F.F.T.T.

- .. Budget
- .. Groupes de travail
- Vote d'orientation

5 - Assemblée Générale de Ligue

- .. Organisation

6 - Questions diverses

- .. Groupe de travail « bonne conduite »

R : les questions dont vous jugerez utile l'inscription à l'ordre du jour, seront transmises au Secrétariat. Un casse-croûte sera servi après la réunion vers 21h30.

Le Secrétaire Général, G. Jacob
Le Président, J.C. Lacour

PROCES VERBAL REUNION DE COMITE DIRECTEUR

18 Mai 1999 à Salbris

Présents: Ms. BARBEREAU Georges, BAUDUSSEAU Jean-Pierre, BRION Jean-Jacques, COSNIER Jean-Claude, GUERIN Didier (C.T.R), JACOB Gérard, JAMET Jack, LACOUR Jean-Claude, LECORRE Marc, MAIGNAN Jean, METAIREAU Nicolas (Entr. Pôle Espoirs), TERRIEN Bruno.

Excusés : Mme. COURY Nicole, Ms. BEIGNEUX François, COSTE Jacques, LEBON Philippe, LHORTOLARY Claude (Président Comité de l'Indre par intérim), MARAIS Jean.

Non-excuse : Mr CHEVET Philippe.

Voix dont dispose le Comité Directeur: 10

Rajouts à l'ordre du jour :

Arbitrage, Sportive, Inter-Comités, Aide au Pôle Espoir

Jean-Claude LACOUR, Président, ouvre la séance en évoquant les difficultés rencontrées actuellement par le Comité de l'Indre. Par intérim et ce, jusqu'à leur Assemblée Générale fixée le 18 Juin à Châteauroux, Mr Claude LHORTOLARY assurera la Présidence et Mme MITTERAND la Trésorerie. Le Procès verbal de la réunion extraordinaire du 6 Mai dernier a été contresigné par le Président de la Ligue et le Secrétaire Général. Mr François BEIGNEUX reste évidemment membre du Comité Directeur de la Ligue et de celui du Comité de l'Indre. Quant au Comité du Loiret, Mr COSTE Jacques actuel Président, cédera sa place à Mr CORGNAC Gérard dès la prochaine Assemblée Générale.

1 - Adoption du P.V. de réunion du 5 Mars 1999

Procès verbal adopté : 7 voix pour, 3 abstentions. Marc LECORRE signale que ce PV. ne lui a pas été adressé et en demande une photocopie.

2 - Secrétariat

Point sur les effectifs

STATISTIQUES LICENCIES AU 18/05/99

GUE : CENTRE

	POUSSINS		BENJAMINS		MINIMES		CADETS		JUNIORS		SENIORS		VETERANS		TOTAL LIC			ASSOCIATIONS		
	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M+D	CR	CN	TC
18	9	2	19	9	70	14	83	16	97	13	264	46	120	12	662	112	714	30	3	33
28	14	5	70	27	100	28	134	14	120	13	369	46	150	9	957	142	1099	35	2	37
36	8	7	42	16	68	22	52	10	67	12	234	25	107	18	578	110	688	22	2	24
37	15	11	81	26	158	22	208	25	222	26	629	85	372	22	1685	217	1902	70	2	72
41	16	4	43	15	69	14	122	18	126	16	330	53	166	10	872	130	1002	45	1	46
45	18	11	95	35	160	37	194	32	215	25	641	111	368	27	1691	278	1969	79	2	81
Total Ligue	80	40	350	128	625	137	793	115	847	105	2467	366	1283	98	6445	989	7434	281	12	293

Type PROMO	POUSSINS		BENJAMINS		MINIMES		CADETS		JUNIORS		SENIORS		VETERANS		TOTAL LIC			ASSOCIATIONS		
	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M+D	CR	CN	TC
18	31	7	24	4	19	7	13	1	4	5	31	22	18	3	140	49	189	0	0	0
28	16	5	21	7	13	12	21	3	16	1	46	21	22	7	155	56	211	0	0	0
36	7	6	4	3	11	4	9	0	5	0	27	7	24	5	87	25	112	0	0	0
37	74	42	125	83	69	26	56	7	26	10	107	28	70	24	527	220	747	0	0	0
41	35	16	31	14	25	5	19	4	3	0	60	16	56	4	229	59	288	0	0	0
45	76	46	99	36	72	27	82	7	31	4	102	41	59	16	521	177	698	0	0	0
Total Ligue	239	122	304	147	209	81	200	22	85	20	373	135	249	59	1659	586	2245	0	0	0

TOTAL	POUSSINS		BENJAMINS		MINIMES		CADETS		JUNIORS		SENIORS		VETERANS		TOTAL LIC			ASSOCIATIONS		
	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M	D	M+D	CR	CN	TC
18	40	9	43	13	89	21	96	17	101	18	295	68	138	15	802	161	963	30	3	33
28	30	10	91	34	113	40	155	17	136	14	415	67	172	16	1112	198	1310	35	2	37
36	15	13	46	19	79	26	61	10	72	12	261	32	131	23	665	135	800	22	2	24
37	89	53	206	109	227	48	264	32	248	36	736	113	442	46	2212	437	2649	70	2	72
41	51	20	74	29	94	19	141	22	129	16	390	69	222	14	1101	189	1290	45	1	46
45	94	57	194	71	232	64	276	39	246	29	743	152	427	43	2212	455	2667	79	2	81
Total Ligue	319	162	654	275	834	218	993	137	932	125	2840	501	1532	157	8104	1575	9679	281	12	293

STATISTIQUE AVEC SAISON DERNIERE

		97-98					98-99		
	TRADI	PROMO	TOTAL			TRADI	PROMO	TOTAL	
18	819	196	1015		18	774	189	963	
28	1125	121	1246		28	1099	211	1310	
36	743	59	802		36	688	112	800	
37	2118	655	2773		37	1902	747	2649	
41	1089	292	1381		41	1002	288	1290	
45	1948	515	2463		45	1969	698	2667	
Ligue	7842	1838	9680		Ligue	7434	2245	9679	
18	-45	-7	-52		18	-5%	-4%	-5%	
28	-26	90	64		28	-2%	74%	5%	
36	-55	53	-2		36	-7%	90%	0%	
37	-216	92	-124		37	-10%	14%	-4%	
41	-87	-4	-91		41	-8%	-1%	-7%	
45	21	183	204		45	1%	36%	8%	
Ligue	-408	407	-1		Ligue	-5%	22%	0%	

ETUDE COMPARATIVE AVEC LA SAISON ECOULEE

97-98			
	TRADI	PROMO	TOTAL
18	819	196	1015
28	1125	121	1246
36	743	59	802
37	2118	655	2773
41	1089	292	1381
45	1948	515	2463
Ligue	7842	1838	9680

98-99			
	TRADI	PROMO	TOTAL
18	774	189	963
28	1099	211	1310
36	688	112	800
37	1902	747	2649
41	1002	288	1290
45	1969	698	2667
Ligue	7434	2245	9679

Différence en licences			
18	-45	-7	-52
28	-26	90	64
36	-55	53	-2
37	-216	92	-124
41	-87	-4	-91
45	21	183	204
Ligue	-408	407	-1

Différence en %			
18	-5%	-4%	-5%
28	-2%	74%	5%
36	-7%	90%	0%
37	-10%	14%	-4%
41	-8%	-1%	-7%
45	1%	36%	8%
Ligue	-5%	22%	0%

Il est à remarquer qu'à une licence près nous nous retrouvons au niveau du total des licences de la saison écoulée, avec un basculement de licences traditionnelles en promotionnelles.

Comptes-rendus d'activités pour l'A.G.

Tous les responsables de Commission sont invités à envoyer leur rapport pour le 31 Mai 1999.

3 - Finances

Madame COURY absente, c'est le Président Jean-Claude LACOUR qui présente la situation financière. Celle-ci est saine et en amélioration constante dans le but à atteindre (acquérir une réserve suffisante) ce qui dénote une bonne politique et une bonne gestion. A signaler la chute en ressource licences due au transfert des licences traditionnelles en promo (d'un ordre de 5 %). Constatations également d'une consultation plus assidue de nos licenciés sur le Serveur fédéral. (la nouvelle formule des classements individuels apporte certainement un regain d'intérêt.).

Budget 1999-2000 :

Il est décidé d'un commun accord de ne pas augmenter dans les tarifs les licences, les affiliations et les cotisations. Légère augmentation pour le Critérium Fédéral (2 Fr. pour la catégorie Seniors)

En Championnat par Equipes 50 fr. de plus pour les R1, R2, R3 masculines avec la même incidence pour les cautions.

Pour les mutations surplus de 120 fr. pour les 15/30, 20 fr. pour les 35/50 et tarification unique pour les 55/NC qui ne bénéficient plus de prolongation.

Présentation du budget adoptée à l'unanimité.

Le problème de la répartition des frais aux Inter-Comités Jeunes est évoqué. Après discussion il est décidé de partager les frais en 7 parts (Ligue et les 6 comités). Pour cette saison Nicole COURY versera à chaque Comité une indemnité de 170 francs par participant.

Décisions votées à l'unanimité.

Pour clôturer la rubrique finances, Jean-Claude LACOUR explique la présence de Nicolas METAIREAU à cette réunion : demande d'un poste supplémentaire pour l'encadrement du Pôle Espoirs et possibilité d'une augmentation personnelle. Nicolas METAIREAU expose les problèmes rencontrés dans la gestion du Pôle Espoirs et sollicite la création d'une vacation sous forme « d'Emploi Jeunes ». Cet emploi lui permettrait dans des cas précis de pouvoir se rendre libre, pour des réunions de conseil de classe, des convocations à la Fédération, pour l'accompagnement des Jeunes aux Championnats U.N.S.S., par exemple.... Les besoins chiffrés, seraient selon lui, de 60 heures indispensables par saison. Le Comité Directeur donne le feu vert à cette création d'emploi. Quant à la deuxième requête, Jean-Claude LACOUR donne connaissance d'une grille de salaire qu'il pourrait éventuellement proposer à Nicolas METAIREAU. De longs palabres naturellement s'ensuivent, enfin il est décidé dans un premier temps de refuser le principe de la négociation annuelle et de consentir une grille de salaires sur cinq ans qui amènerait Nicolas à percevoir 10000 Fr. de salaire mensuel net au 1er Septembre 2004.

4 - Assemblée Générale de la F.F.T.T.

Budget :

Bien présenté par le Trésorier Fédéral Mr DIRER, celui-ci est transparent. Il en ressort entre autre l'acquisition d'un immeuble. Par 10 voix pour il est décidé de le voter lors de l'Assemblée Générale.

Groupes de Travail :

Ceux-ci auront lieux de 14h.15 à 17h.15 le Samedi. Ils seront présentés successivement dans la même salle: les sujets retenus sont : les Nouveaux Classements, l'Organisation des Championnats du Monde, la politique tarifaire etc.... Pour l'organisation des Championnats du Monde nous nous tiendrons fidèle à notre dernier vote à savoir NON

5 - Assemblée Générale de Ligue.

Celle-ci se tiendra le Samedi 26 Juin 99 à Parçay-Meslay en Indre et Loire. Jean Jacques BRION est chargé de fournir rapidement au Secrétariat le plan d'accès afin de le joindre à la convocation et l'ordre du jour. Il lui est demandé également de fournir le nom des personnes invitées par le Comité de l'Indre et Loire à cette AG.

6 - Questions diverses :

Groupe de travail « bonne conduite »

Marc LECORRE donne le résumé des travaux menés et les réflexions du groupe de travail. Jean-Claude COSNIER se propose de confectionner une affiche susceptible d'être apposée dans chaque salle de la Région Centre. La charte de bonne conduite sera proposée aux athlètes devant représenter notre Ligue dès la saison prochaine.

Sportive :

Jean-Jacques BRION donne connaissance de la décision positive de la Commission sportive sur le vœu de la 4S.Tours TT. de créer une Prénationale. Il propose donc au Comité Directeur d'entériner cette décision : 8 voix pour, 2 contre (représentants du Loir et Cher).

Une deuxième proposition est faite au Comité Directeur; celle de laisser la possibilité aux équipes de se présenter à 5 en cas de nécessité : le nom de l'absent ne devra pas figurer sur la feuille de rencontre.....et aucun score ne devra figurer pour les trois simples et le double intéressé. Pour éviter une généralisation d'équipe à « 5 Joueurs » une amende dissuasive sera systématiquement appliquée.

Proposition adoptée à l'unanimité.

Arbitrage :

Suite à l'incident Chartres TT./Montoire TT., Jean Claude COSNIER, Président de la Commission d'Arbitrage, remercie le Secrétaire Général des termes employés dans sa réponse au Président de Chartres TT., mais demande au Président Jean-Claude LACOUR de répondre personnellement aux joueurs de l'équipe de Chartres coauteurs d'une lettre peu correcte.

Séance levée à 23h.30

PROJET DE DEVELOPPEMENT
et la
PROFESSIONNALISATION
des nouveaux services
ouverts à tous les publics
des CLUBS DE
TENNIS DE TABLE
en Loir et Cher

SOMMAIRE :

- DES CONSTATS ----- AUX OBJECTIFS**
 - En 1999, les constats
 - Les évolutions
 - Les objectifs
- DES MOYENS ----- AUX BUDGETS**
 - Les moyens
 - Leur mise en œuvre
 - Les emplois
 - Les budgets
- EN CONCLUSION ----- LA PERENNITE**



Lu dans la GAZETTE des Communes
Jean-Marie Marx,
conseiller
de Martine Aubry:
« L'engagement
moindre des petites
communes pose la
question de la création
collective d'emplois
dans le cadre
de structures
intercommunales, par
exemple. C'est une
solution pour elles! »

LA GAZETTE 24 mai 1999

**DEVELOPPEMENT ET PROFESSIONNALISATION DES NOUVEAUX SERVICES
ouverts à tous les publics des clubs de Tennis de Table de Loir et Cher**

Les Constats

En 1999, le Loir et Cher c'est 46 clubs et 1290 licenciés
avec, au plan départemental, une grande disparité :

➤ Par rapport à la situation géographique
2 clubs en Grande Sologne, 4 en Vendômois, 6 dans la vallée du Cher et à Romorantin, 7 et 9 respectivement au Sud et Nord de Blois.
L'agglomération Blésoise concentre 7 clubs et 11 sections corporatives.

Le désert pongiste est situé aux deux extrémités du département :

- au Nord (Mondoubleau, Droue, Savigny) ;
- au Sud-Est (Neung, Lamotte).

➤ Au plan local, il y a une grande diversité de clubs :

- Clubs à plus de 100 licenciés (Mer et Vineuil) et clubs à moins 20 licenciés (Vendôme, Villeny, Mulsans, Villefranche, La Chaussée...) ;
- Clubs à forte proportion de jeunes (Selles, Vineuil, Chouzy...) et à faible proportion (morée, Vendôme, St Sulpice...) ;
- des entraîneurs salariés ont été embauchés dans deux clubs ; les autres font appel à des bénévoles qui, le plus souvent, cumulent d'autres responsabilités.

Les évolutions

- ♦ L'évolution du rôle des dirigeants.

Le dirigeant, président-trésorier, entraîneur et accompagnateur du week-end est révolu. Alors, sans se désintéresser des autres domaines :

- ⇒ Le président doit accroître ses connaissances et ses compétences, au sens juridique de sa fonction.
- ⇒ Le trésorier est sollicité par de nouvelles réglementations fiscales et sociales.
- ⇒ L'entraîneur, outre l'accroissement de son activité au profit de l'élite, est confronté à de nouvelles fonctions d'accueil et d'animation. Il doit être vigilant dans le domaine de la pédophilie et veiller à la santé des athlètes (lutte contre le dopage).

Il s'agit là des recherches de développement encouragé par les instances sportives, voire politiques.

- ♦ L'activité est du domaine social et éducatif. Il s'agit de proposer à un plus grand nombre l'utilisation d'équipements immobiliers appartenant à l'état et surtout aux collectivités territoriales et locales.

Les 35 heures, l'évolution du rythme scolaire font une plus large place aux loisirs ou à l'inactivité.

Les objectifs

✓ Les grands ensembles avec population défavorisée connaissent déjà l'inactivité. Celle-ci coûte chère à la société. Alors, nous devons tous opter pour proposer l'activité. Cette action est concomitante à notre développement. Nous retrouverons là la source de notre tissu associatif particulier.

D'une masse croissante, nous augmenterons la qualité de notre élite.

✓ En même temps, nous offrons des emplois nouveaux. Pourquoi ne pas l'offrir à notre jeunesse, et tout de suite ?

✓ L'inactivité résulte aussi de l'absence d'emplois. Aujourd'hui l'état et les collectivités, dans leur lutte contre le chômage et l'isolement, proposent et mettent en œuvre des moyens importants. Notre 2^{ème} objectif sera de concrétiser leurs attentes. L'embauche de jeunes, notamment issus de quartiers en difficulté, dans les bassins sans emploi permettra leur insertion dans la vie professionnelle, par le milieu associatif de proximité, au contact des jeunes à occuper et à éduquer.

Nous avons toujours revendiqué que le sport, le tennis de table en particulier, a un rôle social.

Demain nous devons prouver que c'est bien la réalité.

✓ Notre 3^{ème} objectif consiste à implanter et à développer le tennis de table sous toutes ses formes là où il est inexistant. Des associations sont à créer dans les zones du département où notre sport est absent, mais aussi sur les lieux où l'activité, sous-jacente, n'est pas reconnue (Lamotte Beuvron , Nouan le Fuzelier par exemples). C'est également l'invitation au sport de masse (Sport d'entreprise sur Vendôme par exemple).

Les moyens

➤ Le conseil général et les assemblées locales délibérantes aidés de l'état inscrivent tous les ans des programmes d'équipements sportifs dans leur budget.

➤ L'état, par voie législative, a mis en place les contrats emplois-jeunes, dont la finalité est de créer des emplois nouveaux pour répondre à des besoins émergents ou non satisfaits. L'aide sur 5 ans est conséquente.

➤ L'intercommunalité est dotée d'un nouvel outil : le contrat de pays. Il conjugue les efforts et les moyens impossibles à mettre en œuvre par de petites collectivités locales.

Leur mise en œuvre

Les clubs de moins de 50 ou 60 licenciés ne sont pas en mesure de se doter d'un emploi professionnel pour leur développement. Mais une fois réunis, ils le peuvent.

Le Comité Départemental a décidé de construire son avenir et celui des clubs en se référant à l'intercommunalité, sur l'idée des "contrats de pays".

Il associe les clubs autour d'un même projet commun départemental. Sur chacun des pays du Vendômois, de Beauce-Val de Loire, des Châteaux, de la vallée et du Cher et du Romorantinais, de la Grande Sologne, le comité départemental embauche un Agent de Développement d'Accueil et d'Animation (5 AD2A au total).

A terme, les 5 " Pays - Tennis de Table " devront être employeurs d'un agent tennis de table, mis à disposition de tous les acteurs de la vie sociale et éducative, à savoir le milieu associatif (les clubs), le système scolaire et les collectivités locales. Toutes les fois que cela sera possible, il sera utile d'avoir des relations contractuelles avec les maisons de jeunes, de quartier, les foyers, les bases de loisirs... La liste n'est pas exhaustive.

Hormis le club de Mer, très structuré, seule l'agglomération blésoise dispose de moyens épars. Ceux-ci doivent être mutualisés. Pour les optimiser, une aide technique sera apportée par le comité départemental. Par ailleurs, il n'est pas souhaitable que des jeunes soit employés et livrés à eux-mêmes.

Trois actions supplémentaires sont donc mises en œuvre :

⇒ L'encadrement direct :

Un emploi départemental, Agent de Développement Animateur Itinérant (ADAI) ayant en charge l'harmonisation du projet, devra, entre autres tâches, assurer l'encadrement technique des cinq emplois "pays-Tennis de Table". L'ensemble constituera une structure cohérente donc dynamique.

⇒ Le tutorat :

Dans chaque pays, il sera créé un comité de pilotage. Il aura la charge de suivre le projet. Son président, élu en assemblée générale du Comité Départemental pour un an, sera le tuteur de l'agent. Il devra l'assister dans ses démarches administratives Tennis de Table. Le comité de pilotage, par la voix de son président, présentera un compte-rendu à l'Assemblée Générale du Comité dont le président départemental demeure le responsable du projet dans sa globalité.

⇒ La formation :

S'agissant d'emplois nouveaux correspondants à des besoins émergents et non satisfaits, les jeunes employés n'auront pas eu de qualification adaptée. La Fédération Française de Tennis de Table a signé le 6 janvier 1999 un accord cadre Etat/ FFTT qui prévoit particulièrement la mise en place des formations initiales et continues, en vue de la professionnalisation des emplois. Par ailleurs, le Conseil Régional de la Région Centre a, lors d'Assises récentes (26.04.99), présenté les aides qu'il apportera dans ce domaine, dans le cadre de sa plate-forme de professionnalisation.

Les emplois

Les emplois sont donc au nombre de six :

5 agents de développement, d'accueil
et d'animation (AD2A)

1 agent de développement, animateur itinérant
(A.D.A.I)

□ Profil du poste

_ mettre en œuvre le projet de développement
quantitatif conçu par le cadre départemental

_ conduire les études prospectives en vue de ce
développement

_ assurer des permanences d'accueil du public

_ diffuser les informations relatives aux activités
développées sur son "pays - Tennis de Table"

_ aider les bénévoles des clubs en participant à
l'organisation et au fonctionnement des clubs

_ divulguer les outils adaptés de communication
et promotion de l'activité tennis de table.

□ Profil du poste

_ concevoir une stratégie et un projet de
développement quantitatif (augmentation du
nombre de clubs et du nombre de licenciés).

_ coordonner les actions menées par les
"AD2A".

_ assister les " AD2A " lors des réunions dans
lesquels participent notamment les élus locaux
ou les agents de l'état.

_ aider les bénévoles du comité départemental
en participant à son organisation et à son
fonctionnement.

_ rendre compte du suivi des projets en cours
sur l'ensemble du département.

□ niveau de recrutement

Le niveau V au minimum est requis ; après
l'obtention du certificat de pré qualification, les
agents s'inscriront à la préparation du B.E.E.S.1,
tennis de table.

□ niveau de recrutement

Le niveau BEES tennis de table 1^{er} degré est
requis. A défaut, son obtention est en cours avec
présentation du certificat de pré qualification.
L'agent pourra (et sera incité si nécessaire)
préparer l'obtention du BEES 2 ou du
BEESAPT.

□ Rémunération

Le contrat d'embauche est un C.D.I. pour un
emploi à temps complet. La rémunération est
calculée sur la base du SMIC. Le collège des
Comités de pilotage sera compétent, à partir de la
deuxième année, pour négocier les revalorisations
de rémunération. Les clubs de chaque Comité de
pilotage prendront en charge les augmentations
négociées avec l'agent les concernant.

□ Rémunération

La rémunération est calculée sur la base du
SMIC + 5% la première année, SMIC + 10% les
2 années suivantes, SMIC + 15% les 2 années
suivantes. Un système de prime ou d'indemnité
sera négocié à partir de la 3^{ème} année en fonction
des résultats obtenus. Au bout de 5 ans un plan
carrière devra être élaboré.

Annex	1	2	3	4	5	6
	DEC 99 à Nov 2000	12/2000 à 11/2001	12/2001 à 11/2002	12/2002 à 11/2003	12/2003 à 11/2004	
Salaires ADA1 x1	86 710	90 840	90 840	94 970	94 970	94 970
AD2A x5	412 900	412 900	412 900	412 900	412 900	—
Cotisations employeur (39,18%)	195 750	197 370	197 370	198 990	198 990	37 210
Impôts et Taxes						
Fonctionnement	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	10 000
Déplacements	40 000	40 000	40 000	30 000	30 000	—
Formations	40 000	40 000	40 000	30 000	30 000	—
AD + div. Jan 1, 2, 3	40 000	40 000	40 000	30 000	30 000	—
pour BEES 2 Jan 4, 5	40 000	40 000	40 000	30 000	30 000	—
	760 360	766 110	766 110	761 860	761 860	142 180
Etat 6 x 95000	570 000	570 000	570 000	570 000	570 000	—
Région capit formation	36 000	36 000	36 000	36 000	0	—
Région capit formation	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Région capit formation	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Département 41 800 x 6	70 800	70 800	70 800	70 800	70 800	—
CD4ATT. Réserves A	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	—
budget annuel	23 560	49 310	59 310	91 060	141 060	132 180
(Recette de l'Etat)	23 560	49 310	59 310	91 060	141 060	132 180
	760 360	766 110	766 110	761 860	761 860	142 180

formation 300h / ag x 6 x 30^F
 = 5 semaines /
 par an

Total heures 50 + 30 + 10 + 10 = 100 KF /

Valeurs
5 ans
2 ans

En conclusion la pérennité.

Le projet est construit à partir de :

- ✓ l'inter...clubal...ité
- ✓ la cohésion et l'encadrement départemental

Pour éviter le montage de projets isolés, peu nombreux, mais par les seuls clubs suffisamment structurés, le projet prévoit :

d'une part la sectorisation par " Pays – Tennis de Table "
et d'autre part le niveau départemental.

Dans ce projet le comité départemental doit jouer le rôle de la collectivité territoriale (départementale et régionale). Il initie le projet, propose des moyens et y incite en même temps les clubs à se réunir autour d'un même contrat de " Pays – Tennis de Table ".

Le rôle principal du comité départemental, et ce sera déterminant, consistera à réunir les clubs, à organiser un comité de pilotage pour chaque " Pays – tennis de Table ".

Il devra assister les comités de pilotage pour la réflexion sur des études associant la commune, l'école, les associations locales et les clubs. Il aidera à l'élaboration d'un contrat à établir entre les pays, établissements publics, et les Pays – Tennis de Table.

Le comité départemental, assurant la gestion administrative et financière des six agents, les comités de pilotage devront consacrer leur énergie à montrer que la professionnalisation de leur agent est bénéfique à leur club bien sûr mais aussi aux communes et à leurs établissements de coopération intercommunale ainsi qu'aux écoles, aux foyers, aux centres de loisirs....

Autant la masse salariale, ramenée au franc par licenciés, est trop importante pour bon nombre de clubs du département, compte tenu de leurs effectifs, autant cette masse devient supportable lorsqu'elle est partagée par l'ensemble des clubs d'un même pays. Elle l'est d'autant plus lorsque contractuellement, les pays participeront à cet effort avec une aide à déterminer. Ce peut-être une subvention calculée au F / hab. sur le territoire du pays, par exemple.

Au terme des 5 ans, chaque Pays – Tennis de Table sera employeur d'un agent de développement.

Sans attendre, les comités de pilotage doivent être responsabilisés au plus vite. La pérennité de chaque emploi d'AD2A passe par-là. En effet, le projet préconise en priorité le principe du développement quantitatif (augmentation du nombre de clubs et de licenciés) : la masse.

Chaque club bénéficiera du résultat. Mutualisés, ces bénéfices permettront d'assurer l'avenir des jeunes agents. Ensuite, l'action principale sera le développement qualitatif : l'élite.

Mieux encore: les ressources seront importantes. D'autres idées germeront.

Déjà, il peut être envisagé des formations complémentaires dans l'animation par exemple, pour proposer que ces jeunes participent à des classes sports, à des classes à horaires aménagés,...

Avant le terme des 5 ans, le comité départemental acceptera que l'AD2A signe (sans préavis pour quitter le comité) un contrat d'embauche avec la structure légale qui prendra en charge l'action du comité de pilotage.

Dans 6 ans le comité départemental sera employeur du seul Agent de Développement Animateur Itinérant. Elaboré sur le même principe de développement le budget montre la faisabilité du projet. Les recettes supplémentaires (augmentations des clubs, des licences, des services) portées sur le budget à la 5^{ème} année (110 000 F + 26 000 F) équilibreront dès la 6^{ème} année les dépenses salariales (136 000 F). Le comité départemental sera alors en mesure de ré initier un nouveau projet de développement pour l'olympiade suivante.